

Monnaie

Pièces jaunes, indésirables jetons

Anita Jordanah TSOUMBA
Libreville/Gabon

Toute la gamme des pièces faites en alliage encore appelées pièces jaunes est refusée par la majorité des commerçants et, par ailleurs, considérée comme sans valeur par les acheteurs. A tort ou à raison, nous avons cherché à comprendre.

ON connaît l'éternelle guerre entre commerçants et clients sur la petite monnaie et l'utilisation de billets de banque détériorés. A coté de celle-ci, une autre chicane, bien plus ancienne entre ces deux "frères inséparables" semble passer inaperçue, mais pourtant bien ancrée dans nos habitudes commerciales : les pièces de monnaie en alliage, communément appelées pièces jaunes que personne ne veut de nos jours ! Y compris dans les églises et les mosquées. En effet, depuis plus d'une décennie, les pièces de 1, 2, 5 et 10 FCFA, pourtant émises par les banques centrales (Beac et Bceao) au même titre que les bil-



Photo : AJT

Les pièces jaunes pourtant émises par la Beac, au même titre que les billets, ne font plus recette auprès des commerçants.

lets, sont systématiquement refusées par nombre de commerçants. Dans les boutiques, le taxi, dans la petite restauration, les marchés et, même le petit commerce de détail, tendre ces piécettes au commerçant peut déclencher des disputes. « Le taximan m'avait carrément jeté ces pièces-là en pleine figure après m'avoir insultée. Je ne me suis pas aussi empêchée de lui rappeler que ce n'est pas moi qui fabrique les pièces qu'il

refusait de prendre. Ceci pour vous dire que cette affaire de pièces jaunes mérite d'être regardée de plus près, parce que c'est de l'argent. Enfin, si la BEAC les fabrique, c'est que c'est utilisable », raconte Marinelle M. Un rejet manifeste pour ce type de monnaie qui se justifierait, pour d'aucuns, par le fait que ces pièces en argent auraient perdu toute valeur commerciale. Le coût de la vie aidant, même si cela ne saurait justifier



Photo : BANDO MA

ceci. Si bien qu'une somme de 10 pièces de 10 francs n'est pas acceptée comme équivalente à 100 francs. Acheteurs et commerçants se rejettent mutuellement la responsabilité du rejet de ce type de jetons. Un jeu de ping-pong qui, au fil des années, a conduit à cette méprise d'une part et, à la perte de la valeur marchande, d'autre part, pour cette gamme de jetons. Hassan, épicier dans le 3^e arrondissement de Libreville, nous édifie davan-

tage : « Je ne prends pas ces pièces parce que lorsqu'on les amène au marché chez les grossistes, personne n'en veut. Vous la remettez à un client, il l'abandonne sur le comptoir. » Mme Mamba, commerçante pour sa part, indique : « Avant, on pouvait acheter un morceau de sucre, ou autre chose. Aujourd'hui, les pièces jaunes servent aux prisonniers pour fabriquer les bijoux ; ou encore aux nganga pour leurs pratiques fétichistes. Si ce ne

sont pas les grandes surfaces commerciales comme CKdo ou Mbolo, qui les acceptera ici au marché d'Akébé ? Donc moi, je ne les accepte pas, comme les autres. »

En effet, face à ce mépris pour les pièces en alliage, seules quelques pharmacies et hypermarchés dont les prix des articles finissent par 5 ou 10 francs les acceptent encore. « Dans les grandes surfaces commerciales, les prix des articles finissent par 5 francs. C'est la même chose avec certaines pharmacies qui acceptent les pièces jaunes. Elles ne servent à rien d'autre qu'à vous gonfler le porte-monnaie », ajoute une autre commerçante. Autant dire une situation qui pénalise une bonne partie de l'activité économique et amène à s'interroger sur la nécessité de continuer à mettre en circulation ces piécettes. Malheureusement, nos multiples tentatives pour avoir une explication du côté du siège de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) à Libreville sont restées vaines.